



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Égalité – Fraternité

VILLE DE TAVERNY

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2024 - 087

PORTANT ABROGATION DE L'ARRÊTÉ 2023-065 DU 18 OCTOBRE 2023 RELATIF AU STATIONNEMENT À DURÉE LIMITÉE, DIT « EN ZONE BLEUE », DU PARKING DE L'ÉCOLE CURIE À TAVERNY SUR L'ÉQUIVALENT DE SIX PLACES.

LE MAIRE DE TAVERNY,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1 et suivants,

Vu le code pénal, notamment ses articles 131-13 et R. 610-5,

Vu le code de la route et notamment ses articles L. 325-1 et suivants, ses articles R. 417-9, R. 417-10,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu la délibération n° 2010-208DST03 du conseil municipal du 26 novembre 2010 portant approbation du règlement de la voirie de la commune de Taverny,

Vu le règlement de la voirie communale,

Vu l'arrêté du Maire n°2024 – 069 du 18 juin 2024 portant délégation temporaire de fonction et de signature à Madame Laëtitia BOISSEAU-STAL, 3^e Adjointe au Maire déléguée à l'Action sociale, la Solidarité et au Handicap, du 26 août au 1^{er} septembre 2024 inclus,

Considérant qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de réglementer le stationnement ;

Considérant la nécessité de procéder à l'abrogation de l'arrêté n° 2023-065 en date du 18 octobre 2023 ;

Considérant qu'à ce titre, il n'est plus envisageable que les administrés utilisent ce parking dit en zone bleue ;

Publication le : **_ 2 SEP. 2024**

Notification le :

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté n° 2023-065 du 18 octobre 2023 portant réglementation temporaire du stationnement, du parking de l'école Curie à durée limitée dit en « zone bleue » sur l'équivalent de six places à Taverny est abrogé.

Article 2 :

Comme défini en l'article 3, le stationnement de véhicule contrevenant au présent arrêté sera considéré comme gênant au sens des dispositions du code de la route (articles R. 417-9 et suivants).

Tout véhicule ne respectant pas ces interdictions pourra faire l'objet d'un enlèvement au sens des dispositions du code de la route (article L. 325-1 et suivants).

Article 3 :

Ces dispositions seront applicables dès la mise en place de la signalisation réglementaire et les infractions seront constatées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 4 :

Madame le Maire, Monsieur le commissaire divisionnaire et Monsieur le chef de la police municipale de Taverny sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié, de manière dématérialisée, sur le site internet de la Commune et inscrit au registre des arrêtés du Maire.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Taverny dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de manière dématérialisée, sur le site internet de la Commune, disponible à l'adresse suivante : <https://www.ville-taverny.fr>.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4 Boulevard de l'Hautil à Cergy Pontoise (95027), dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la décision de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le Tribunal Administratif peut également être saisi directement par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Fait à Taverny, le 30 août 2024



**Pour le Maire empêché,
La 3^e Adjointe au Maire,**

Laëtitia BOISSEAU-STAL